

Préface de l'édition espagnole :

¡Sí hay moros en la costa!

La dernière fois que j'ai vu le roi Juan Carlos 1^{er}, à l'été 2012, il m'a lancé un défi amical que je voudrais relever aujourd'hui, à l'occasion de la publication de mon livre en Espagne. Les circonstances qui nous réunissaient alors ne s'y prêtaient pas : après la mort du prince héritier d'Arabie saoudite, nous nous trouvions avec une vingtaine d'autres personnalités dans une salle d'audience du palais à Taïf, attendant de présenter nos condoléances. Cependant, égal à lui-même, chaleureux et souverain quelle que soit la situation, ce grand ami de mon père et figure familière de mon enfance m'a posé « *une question personnelle* » à brûle-pourpoint : « *Moulay Hicham, dis-moi, comment se fait-il que tu sois aussi différent de ton père, lui qui était un gâteau de miel et toi qui es un cactus ?* ». Mes lecteurs reconnaîtront la patte de leur ancien monarque... Pour ma part, j'étais quelque peu pris de court par ce franc abordage. Sur le moment, je me suis défendu du mieux que j'ai pu en usant du terme d'adresse que je lui donnais depuis toujours : « *Señor, les épines ne doivent pas faire oublier les figes de barbarie.* »

Aujourd'hui, en présentant mon livre au public étranger qui compte le plus pour moi, je voudrais m'expliquer sur cette répartition. Car cet ouvrage me ressemble trait pour trait. C'est un cactus mais j'espère qu'il portera des fruits délicieux pour le voisinage entre l'Espagne et le Maroc.

Je vais user du privilège de m'exprimer avec une franchise « juancarliste » : quand je pense aux trois grands partenaires occidentaux de mon pays que sont les États-Unis, la France et l'Espagne, je vois un boss, une maîtresse et une gouvernante. Or, j'en suis convaincu, l'avenir que j'appelle de mes vœux pour le Maroc ne saura se réaliser qu'à condition que mon pays assume sa proximité de l'Espagne pour ce qu'elle est : non pas un *limes*, qui nous exclut de l'Europe, et encore moins un fossé maritime de 14 km dans lequel périssent des *espaldas mojudas*, mais une communauté de destin.

Mais commençons par un état des lieux. Puissance coloniale en mode mineur au Maroc, l'Espagne n'a pas équilibré sa position par rapport à la France au moment de la décolonisation. Au contraire, l'indépendance du Maroc a été un face-à-face exclusivement franco-marocain. Mis devant le fait accompli, Franco a confié à l'un de ses proches qu'il était « sous le choc » de la souveraineté marocaine. Mesquine mesure de

rétorsion, les Espagnols ont alors évacué le nord du Maroc avec ce qu'ils y avaient apporté – jusqu'aux rails du seul chemin de fer qu'ils y avaient construit ! Le Maroc leur a rendu la pièce de leur monnaie: six mois après l'indépendance, la Peseta a été retirée de la circulation au royaume de Mohammed V.

Ce faux départ a longtemps déformé la perception de l'Espagne par les Marocains, tant au niveau de l'élite qu'au sein du peuple. « L'Espagnol fauché » est devenu le cliché pour le voisin du nord. A tel point que Hassan II s'est permis de nommer à la tête de l'Union marocaine de banques (UMB), le seul établissement financier avec un actionnariat espagnol de poids, son tailleur ! C'était un bon plaisir qu'il pouvait s'offrir s'agissant de l'Espagne (d'autant plus que la gestion de l'UMB a en fait été assurée, pendant 40 ans, par la BMCE, la Banque marocaine du commerce extérieur).

La mort de Franco, en 1975, puis la démocratisation de l'Espagne ont marqué une césure politique – je vais y revenir dans un instant. Toutefois, l'élite dirigeante au Maroc ne s'est pas pour autant mise à percevoir l'Espagne comme un partenaire de choix. L'une des raisons était la faible mondialisation de l'économie espagnole, qui ne pouvait guère servir de passerelle vers l'international. Une autre raison était

l'hégémonie culturelle de la France. La « nouvelle » Espagne n'a pas pu rayonner au Maroc, pas même à travers sa formidable *Movida* du début des années 1980, parce que la place était déjà prise. À ce jour, ce paradoxe persiste : alors que de remarquables recherches sur le Maroc sont menées en Espagne et que le royaume chérifien n'est plus guère une priorité dans les universités françaises, 40.000 étudiants marocains se pressent sur des bancs français tandis que seulement 3.000 fréquentent les facultés espagnoles.

Ce n'est qu'au début des années 1990 que le Maroc officiel s'est tourné vers son voisin du nord, précisément en raison d'une brouille avec la France. Portraiture comme un despote oriental dans le livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi*, Hassan II a cherché à rééquilibrer ses appuis extérieurs. Sous le coup de la colère royale, le journal télévisé en langue espagnole est passé avant l'édition en français... alors que la télévision espagnole avait vainement requis, quelques années plus tôt, le droit de diffuser ses programmes au Maroc où 10 pour cent de la population sont toujours, à des degrés variables, hispanophones.

Le Maroc hors *makhzen* – le réseau patrimonial du roi – ne s'est jamais pleinement rendu compte du parti qu'il y avait à tirer de l'Espagne non seulement comme porte d'entrée de l'Europe mais, aussi, comme

plaque-tournante vers l'Amérique latine. En effet, la renaissance démocratique espagnole donnait une seconde vie aux liens historiques avec l'Amérique du Sud, qui faisait elle-même ses adieux au *caudillismo*. Le Maroc aurait pu s'inscrire dans cette nouvelle hispanophonie pour diversifier ses vecteurs de présence internationale. Or ce n'est finalement qu'à travers la crise de 2008/09 que le Maroc s'est vraiment rapproché de sa voisine du nord. Et encore, il a fallu que les PME espagnoles, malmenées par le krach financier, viennent investir au Maroc.

Dans ce livre, l'on découvrira à quel point la *Realpolitik* marocaine, surtout du temps du grand stratège que fut le roi Hassan II, a toujours été américaine. La géopolitique se fait à Washington et, depuis l'accession à l'indépendance de mon pays en 1956, il eût été périlleux de l'ignorer. L'Amérique est le boss. Ce qui n'empêche pas la France d'occuper souvent le devant de la scène dans ce qui fut son ancien Protectorat, ce « royaume exemplaire » façonné par son premier résident général à Rabat, le maréchal Lyautey. Le jeu de miroirs franco-marocain, avec sa part de fantasmes réciproques et ses risques de schizophrénie et d'inceste, est également très présent dans **ce livre**, du *Collège royal*, qui est la pépinière de nos princes, à « Jacques el-

Alaoui », le sobriquet d'un ancien président français – mais, à ce titre, il n'y a guère de différence entre un Jacques, un Nicolas ou un François. On l'aura compris : je suis un enfant illégitime de cette relation postcoloniale. Ce n'est donc pas sans arrière-pensées ambiguës que j'affirme que la France est la maîtresse du Maroc. Qui domine ou se couche devant qui n'est pas toujours très clair.

Et l'Espagne ? C'est compliqué. Les premiers pas de tous les princes alaouites sont guidés par une gouvernante espagnole, qui les initie aussi à la langue de Cervantès. C'est un hommage à l'âge d'or perdu, al-Andalous, et l'héritage d'un long compagnonnage contrasté. S'y mêlent des dates et des souvenirs collectifs, de la chute de Grenade en 1492 et de l'expulsion des Maures d'Espagne en 1609 à la crise de l'été 2002 autour de l'îlot Leïla ou Persil, c'est selon, en passant par la « guerre de Tétouan » de 1860, qui vit naître en Espagne l'opinion publique au sens moderne, la bataille – ou le « désastre » - d'Anoual en 1909, et la *conquista* franquiste à partir de 1936 et depuis le Maroc, avec des troupes coloniales qui ont laissé les pires souvenirs à l'Espagne républicaine. Ce fut le retour à l'envoyeur – l'écrivain Antonio Lobo Antunes a parlé du « retour des caravelles » pour son pays, le Portugal. Après avoir soumis le nord du Maroc et administré un cinquième de

notre population, l'Espagne a été soumise à son tour et gouvernée d'une main de fer pendant trente-six ans. Mais à la fin de la dictature, à partir de 1975 sous Juan Carlos, elle est devenue aux yeux de beaucoup de mes compatriotes un « modèle » de transition démocratique.

Voici une page peu connue de notre histoire familiale pour illustrer la complexité, à la fois, de notre monarchie et des relations triangulaires entre le Maroc, l'Espagne et la France. En 1953, quand mon grand-père, le futur Mohammed V, a été destitué et envoyé en exil par la France, le khalife de Tétouan, Moulay Hassan Bel Mehdi, a refusé de prêter allégeance à son successeur, le sultan Mohammed ben Arafa, la marionnette des Français. La raison était matrimoniale : le khalife avait pour épouse la cousine germaine de mon grand-père, Lalla Fatima Zahra **qui, après la mort de son père en 1943,** avait eu pour tuteur légal - et grand admirateur de sa beauté et de son caractère trempé - le futur Mohammed V. Celui-ci l'avait donné en mariage à Moulay Hassan Bel Mehdi dont la dissidence, dans le nord sous contrôle espagnol, devait par la suite ouvrir à Madrid une marge de manœuvre intéressante par rapport aux Français. Ces derniers étaient très gênés par le déni de légitimité de « leur » sultan. Or, Lalla Fatima Zahra ne cessait d'élargir la brèche avec le soutien discret du *caudillo*

auquel, **par le truchement de l'entourage familial**, elle avait un accès direct.

De la mort accidentelle de son père Mohammed V, en 1961, jusqu'à la mort de Franco en 1975, le roi Hassan II a tout fait pendant quatorze ans pour ne pas irriter le dictateur espagnol qui, entre autres gestes en retour, lui a rétrocédé le territoire d'Ifni en 1969. Il n'y a pas eu de solidarité royale de mon oncle sur le trône à l'égard de Juan Carlos. Au contraire, Hassan II l'a évité en pensant, comme bien d'autres, que la monarchie n'avait pas d'avenir en Espagne. En fait, ce n'est qu'à la suite du coup d'Etat déjoué du 23 février 1981, sous la conduite du lieutenant-colonel Tejero, que Hassan II s'est rendu compte – là encore comme beaucoup d'autres, à commencer en Espagne – que « Juan-le-Bref » allait s'inscrire dans la durée et laisser sa marque dans l'histoire. À ce moment-là, ultra-réaliste comme toujours, mon oncle s'est rapproché de « Juanito », comme il s'est mis à l'appeler, au point d'en faire « l'oncle » de ses enfants – un gage d'avenir de plus pour la dynastie alaouite.

Mieux, pour des raisons de politique intérieure, Hassan II s'est mis à bâtir des châteaux en Espagne. En réaction aux émeutes de Casablanca, en juin 1981, il a laissé entendre, avec un degré de sincérité dont il

allait emporter le secret dans sa tombe, que le Maroc pourrait suivre le « modèle espagnol » en se démocratisant en douceur pour sortir et de l'autocratie et du sous-développement. Habilement, mon oncle ne prétendait pas incarner cette ouverture – c'eût été peu crédible - mais a reporté l'espoir sur son successeur au trône. Ce qui lui a valu une longue fin de règne tranquille, la classe politique marocaine et la nouvelle société civile abandonnant « l'option révolutionnaire » pour rêver de libertés octroyées par le futur roi. L'espoir fait vivre... À l'été 1999, à la mort de Hassan II, cet espoir a éclaté comme une bulle de savon iridescente. Le « modèle espagnol » n'avait été qu'un mirage, d'autant moins réaliste que la monarchie marocaine aurait dû *instaurer* la démocratie là où il avait suffi à sa sœur espagnole de la *restaurer*. Or, aucun pacte de transition n'a été proposé ni, d'ailleurs, exigé. Le camp démocratique a fait aveuglement confiance au « jeune roi ». Aux obsèques de mon oncle, Juan Carlos a parrainé Mohammed VI en s'offrant à lui comme « *un frère aîné de la même manière que Hassan II avait été un frère aîné pour moi* ». Le nouveau roi du Maroc a embrassé « l'oncle Juan » mais, en posant comme « king cool » dans le magazine *Time*, il a annoncé la couleur de son règne. « *La démocratie en Espagne convient parfaitement à l'Espagne* », a-t-il déclaré. « *Mais*

il y a un modèle démocratique spécifique au Maroc ». Ce modèle local, on le sait aujourd'hui, ressemble à s'y méprendre à notre vieille monarchie de droit divin.

Au Maroc, la démocratie se morfond dans l'antichambre d'un pouvoir royal toujours absolutiste – voilà le propos de ce livre. Mais quinze ans se sont aussi écoulés sans que des opportunités pour un nouveau départ aient été saisies en politique étrangère. Qu'on en juge : sur le plan géopolitique, l'Amérique a pu entraîner le Maroc dans ses pires dérives en instrumentalisant mon pays dans les *extraordinary renditions*, le programme de la CIA pour enlever et torturer de présumés terroristes à l'étranger ; dans les rapports avec la France, la connivence postcoloniale – avec son lot de scènes de ménage – n'a jamais été aussi compromettante qu'aujourd'hui ; enfin, à l'égard de l'Espagne, sa grande voisine, le Maroc n'a cessé de tirer à hue et à dia. Le summum de l'aberration a été atteint quand, l'été 2002, nos deux pays se sont empoignés pour 13 hectares de rochers inhabités sinon inhabitables, « un stupide îlot » pour reprendre l'expression de Colin Powell auquel Rabat et Madrid ont alors fait appel comme médiateur – à l'instar de gamins réclamant l'arbitrage d'un « grand ». Heureusement, le pire a été évité. Cependant, si le ridicule tuait vraiment, ce conflit – la version

d'opérette de la guerre des Malouines ou Falklands – eût été effroyablement meurtrier.

Tout avait pourtant bien débuté après l'accession au trône de Mohammed VI. Pour l'honneur d'être le premier dirigeant étranger reçu par le nouveau roi en audience à Rabat, José Maria Aznar avait même interrompu ses vacances. Hélas, un an plus tard, un M6 décidément capricieux n'a plus voulu donner aucun éclat à sa visite d'État à Madrid – ni discours devant la Cortès, ni visite à Grenade où il devait recevoir un doctorat *honoris causa*, ni interview dans la presse espagnole pour mieux se faire connaître et relancer la relation bilatérale. Par ailleurs, le roi du Maroc a fait capoter au dernier moment la négociation pour le renouvellement d'un accord de pêche. Quelques 4.000 marins espagnols sont restés à quai, 12.000 emplois dépendant d'eux ont été mis en péril et, de l'autre côté, le Trésor marocain a perdu 90 millions d'euros. Bonne fille, l'Espagne a néanmoins laissé transiter sans problème, l'été 2001, plus de 2,3 millions de personnes et 574.000 véhicules en route pour le Maroc. Elle fut mal payée en retour : à la rentrée, en octobre, Rabat a rappelé son ambassadeur en poste à Madrid pour une longue liste de raisons, l'inventaire de tous les problèmes qu'on n'avait pas le courage d'aborder autour d'une table de

négociations. Or, dès le lendemain de son geste matamore, Rabat a discrètement signalé à Madrid que « tout pouvait s'arranger » en échange de vagues excuses espagnoles. Aznar s'est refusé à cette « diplomatie infantile ».

Voilà pour le prologue du 11 juillet 2002, le jour où des forces auxiliaires marocaines s'installent sur l'îlot qui devient ainsi une pomme de discorde – sans rime ni raison, le premier ministre marocain, Abderrahmane Youssoufi, n'étant même pas au courant de l'opération. C'est le fait du prince. Bien joué ! Le lendemain, 12 juillet, au lieu d'envoyer le roi Juan Carlos et la reine Sophie aux noces de Mohammed VI et de Lalla Salma Bennani, Madrid rappelle son ambassadeur à Rabat. Cinq jours plus tard, l'Opération *Romeo Sierra* des forces spéciales espagnoles déloge les treize *mojaznis* de l'îlot. À chaud, présidant le conseil des ministres, M6 dénonce « l'occupation espagnole de l'îlot » qu'il assimile à une « déclaration de guerre ». Il exige « le retrait, immédiat et sans conditions, des troupes espagnoles ». Le 30 juillet, dans son discours du trône prononcé à Tanger, il réclame « la fin de l'occupation espagnole de Ceuta et Melilla et des îles voisines spoliées ». Roulements de tambour, la caisse de résonance nationaliste amplifie le battage démagogique. Seulement,

dix ans plus tard, on est dégrisé. Des paroles creuses, il ne reste que le vide : dans ses discours, M6 ne parle même plus du statut de Ceuta et Melilla. Pire que le retour à la case de départ, c'est le hors-jeu.

Je ne m'en cache pas : je nourris d'autres ambitions pour le Maroc et l'Espagne. En 1979, les rois Hassan II et Juan Carlos avaient donné un signal fort en mettant en place un comité mixte pour étudier la construction d'un tunnel sous le détroit de Gibraltar, un « hub intercontinental », 38,7km de liaison en lieu et place de 14km de séparation. Le coût estimé – de l'ordre de 5 milliards d'euros – était colossal mais il faut renouer avec ce projet crucial. Chaque année, des millions de personnes, dont beaucoup d'émigrés marocains, circulent entre l'Europe et la pointe nord de l'Afrique. Depuis 2002, l'Espagne commerce davantage avec le Maghreb qu'avec l'Amérique latine, si l'on excepte le cas particulier du Mexique. En 2012, l'Espagne est devenue le premier partenaire commercial du Maroc, passant devant la France qui, cependant, lui donne toujours le pion en termes d'investissements et de grands contrats, grâce à ses entrées au palais. Mais quelques 20.000 PME espagnoles exportent vers le Maroc, et plus de 850 d'entre elles s'y sont même installées – c'est un formidable tissu non seulement économique mais, aussi, humain. Nos deux pays ont

ainsi tout pour devenir les éclaireurs d'une nouvelle relation entre une Europe moins « forteresse » et un Maghreb moins divisé. Qu'ils entament le travail pionnier en attendant que l'UE trouve son centre de gravité autour de la Méditerranée, son lieu de naissance, et que l'UMA passe enfin du rêve à la réalité. Selon des études de prévision, un Maghreb économiquement intégré et prospère bénéficierait en tout premier lieu à l'Espagne, qui y puiserait un pour cent de croissance annuelle supplémentaire.

Au lieu de quoi, la misère humaine, avec ses vieilles chaperonnes familières que sont la peur et la répression, rôde à nos portes. Il est indispensable de clarifier la souveraineté de Ceuta et Melilla. Mais est-ce décent tant que ces deux places à récupérer, pour nous, ou à garder à tout prix, pour nos voisins espagnols, ne sont en vérité que des abcès de fixation ? Près de 100.000 agents de sécurité marocains sont employés à endiguer le flot des clandestins prêts à risquer leur vie pour sauter le pas en Europe. Estimation honteuse, les brebis galeuses d'entre eux empochent, bon an mal an, 90 millions d'euros de *bakchich* pour « laisser passer » - un véritable fond d'investissement dans la corruption d'État. À l'arrivée, les *pateras* débarquent ainsi, au bas mot, 20.000 illégaux par an sur les côtes espagnoles. Comme la surenchère

dans le désespoir est sans limite, l'Espagne, exposée sur la « ligne de front » de l'Europe, investit toujours plus dans la défense de la forteresse collective alors que le Maroc érige des doubles grillages hauts de six mètres, voire maintenant un « mur » à Melilla, pour barrer la route aux malheureux. Est-ce bien notre vocation ? Sommes-nous des états policiers ? Et quand bien même nous accepterions de « faire le flic » entre deux continents, pourrions-nous venir à bout du problème ?

La réponse est négative. Car, monter la garde à la frontière la plus inégalitaire du monde est un jeu de dupes. Nous tous, Marocains comme Espagnols, devrions nous avouer que les Etats-Unis et le Mexique ont une chance bien plus grande de pouvoir sécuriser leur frontière commune que nous. Chez eux, au moins, l'inégalité ne s'agrandit pas, voire diminue. Chez nous, elle explose : au début des années 1970, le PIB par tête d'habitant entre le Maroc et l'Espagne accusait un écart de 1 à 4 ; aujourd'hui, l'écart est de 1 à 15.

Comme tout un chacun, je suis sensible à la souffrance humaine. Mais j'estime qu'on a tort de monter en épingle le « drame » de la migration clandestine entre l'Afrique et l'Europe, et d'en faire un « problème humanitaire » alors qu'il s'agit, avant tout, d'une question *politique*. Ne pas y apporter de réponse est criminel et aboutit au drame, hélas bien

réel. Or, c'est la mauvaise gouvernance, côté africain, et l'irresponsabilité européenne d'importer, au gré de ses besoins, de la main d'œuvre étrangère qui sont à l'origine du problème. Ultralibérale quand il s'agit des autres, surtout de ses anciens sujets coloniaux, l'Europe a doublement « externalisé » le facteur travail de son économie depuis que sa démographie lui fait défaut : elle a importé des immigrés, d'abord sans qualification puis diplômés, en permettant à ses entrepreneurs de socialiser le coût pour les loger, soigner et éduquer, bref : pour faire de ces hommes, femmes et enfants, qui ne sont pas que de la main d'œuvre, des concitoyens. Aussi, au lieu de s'en prendre aux étrangers, les Européens s'estimant « envahis » feraient-ils mieux de s'en prendre à leur patronat et leurs gouvernements, qui les ont trompés sur le vrai coût humain des « Trente Glorieuses » qu'ils ont tant aimées.

J'ai écrit ce livre puisque je suis bien d'accord qu'il faut commencer par balayer devant sa porte. Je n'entends donc pas faire la leçon ni aux Européens ni aux autres Africains tant que je n'ai pas pointé ce qui ne va pas au Maroc. Mon pays se plaint d'être le gendarme du détroit de Gibraltar et, à la limite, voudrait se faire rémunérer pour le fardeau du gardiennage. Il a bien tort ! 30.000 de mes compatriotes, selon la police marocaine, autour de 150.000 selon Pierre Vermeren, professeur à la

Sorbonne et fin connaisseur du Maghreb, cherchent chaque année à quitter clandestinement le royaume. Autrement dit, même si le désespoir ne remontait pas des profondeurs subsahariennes, le Maroc serait toujours un état policier puisque, au pays de M6, faute de croire en des lendemains meilleurs, tout le monde – ou presque - cherche à ficher le camp.

Dans ce livre, sans leur promettre le paradis, je cherche à rendre à mes compatriotes l'espoir de pouvoir bâtir l'avenir chez eux. Cet avenir ne saurait se construire sans nos cousins historiques et nos voisins pour toujours que sont les Espagnols. Aussi faudrait-il faire preuve d'audace, de part et d'autre, pour se débarrasser des scories du passé. Ainsi conviendrait-il de mettre à plat ce que j'appellerais la « postcolonialité » espagnole au Maroc. Je subsume sous ce néologisme emprunté à l'anglais (*postcoloniality*) l'ensemble des traces que l'Espagne a laissées dans mon pays, de sa présence toujours effective dans ses anciens présides à la décolonisation inachevée du Sahara occidental, du point de vue du droit international, en passant par mes compatriotes hispanophones – ces derniers étant la preuve vivante que le « legs colonial » peut être librement approprié une fois que les deux parties sont sorties de l'aliénation réciproque du rapport entre

dominateurs et dominés. Bref, en un mot comme en cent : je pense qu'il faut prendre de la hauteur, c'est-à-dire adopter une vision d'ensemble et faire le lien entre le prurit des « places de souveraineté » espagnoles au nord du Maroc et la gangrène de l'ex-Sahara espagnol.

Dans aucun autre pays étranger, la cause du Sahara occidental ne trouve autant de résonance au sein de la société civile qu'en Espagne, qui est maillée d'une myriade d'associations de solidarité et de soutien. Que cet écho postcolonial soit généralement défavorable au Maroc est un fait – autant qu'un échec de mon pays qui n'a pas su faire partager sa « cause sacrée ». De leur côté, que les Espagnols ne perçoivent pas l'apaisement qu'il y aurait à tirer du statut de Ceuta et Melilla comme « villes autonomes », s'ils acceptaient de prendre l'expression au pied de la lettre, représente peut-être un manquement similaire. Toujours est-il que je suis persuadé que nos dirigeants autant que les habitants de nos deux pays se retrouveraient sans peine dans l'affirmation de quelques principes de base pour régler le sort et des anciens présides et du Sahara occidental. La consultation des populations concernées doit certainement figurer en tête de ces règles d'équité.

Est-ce cynique d'ajouter que les politiques de fait accompli, et les intérêts bien compris des premiers intéressés, ôtent désormais aux

consultations populaires au nord comme au sud du Maroc la charge explosive qu'elles auraient pu avoir dans un passé pas bien lointain ? Surtout si l'issue de ces votes s'inscrivait dans une dynamique de convergence plutôt que d'affrontement. Dans ces circonstances, qui s'offusquerait d'une chambre d'ami espagnole au Maroc ou de la marocanité retrouvée de l'ex-Sahara espagnol ? Qui se plaindrait si l'on pouvait enfin délimiter nos frontières maritimes, dénouer des contentieux retardant l'exploitation pétrolière au large de nos côtes, mettre le holà au trafic du drogue et instaurer une coopération policière pour lutter contre le terrorisme et réguler la circulation, aussi libre que possible, entre deux pays amis ? Sans lyrisme, est-ce vraiment plus utopique de croire en un al-Andalous de consentement plutôt que de conquête que d'avoir misé, au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, sur la paix perpétuelle au sein d'une Europe du charbon et de l'acier ?

Encore faudrait-il que la convergence entre l'Espagne et le Maroc soit démocratique. C'est une pierre dans le jardin secret du roi Mohammed VI, une pierre de plus. Elle s'ajoute à la carrière que veut être ce livre pour quiconque cherche une mine d'informations et d'arguments au sujet de l'indispensable démocratisation du Maroc. Les citoyens

espagnols ne sauraient contracter avec des « sujets » marocains. Pour une relation d'égal à égal, les libertés publiques doivent fleurir de part et d'autre du détroit de Gibraltar. Au Maroc, un parlement élu par le peuple et un gouvernement responsable devant le peuple doivent donc venir à bout d'un pouvoir royal de droit divin. Dans les pages qui suivent, j'explique comment y parvenir, pas à pas, en minimisant le risque de perdre en stabilité ce que l'on gagne en émancipation.

Quand j'étais jeune et que nous fréquentions en princes marocains – avec Sidi Mohammed et Moulay Rachid, les deux fils de Hassan II – la famille royale en Espagne, nous avons toujours été frappés par la frugalité et, pour dire le mot que nous employions alors entre nous, la « pauvreté » de la dynastie espagnole. Bien sûr, nous ne manquions de rien. Mais tout semblait compté et tout excès – pas seulement matériel - était réprouvé, ce dont nous n'avions pas l'habitude. J'ai alors touché du doigt, sans me rendre compte sur le moment, la différence entre une monarchie constitutionnelle et sa sœur absolutiste. La dynastie espagnole avait des comptes à rendre. Elle régnait mais elle ne gouvernait pas ; elle représentait la Nation sans plonger des deux mains dans les coffres de l'État. J'y repense souvent en formulant le vœu, a priori paradoxal, d'un appauvrissement de la maison royale à laquelle

j'appartiens. Mais est-il absurde d'espérer qu'un jour prochain, dans le pays pauvre qu'est le mien, le palais royal ne dispose plus de quelque 200 millions d'euros par an, en plus de sa mainmise sur l'économie nationale qui est le vrai scandale ? En Espagne, pays tant fois plus riche et où les royaux ne sont pas censés faire des affaires, la liste civile de la maison royale ne dépasse pas 8 millions d'euros par an.

Je crois en la sagesse populaire. C'est pourquoi la tournure espagnole pour signaler l'absence de péril en la demeure – *no hay moros en la costa* – m'a toujours intrigué. Elle en dit long sur notre histoire et, notamment, sur l'atavique crainte espagnole de voir déferler sur ses rivages des hordes hostiles, les « sujets » fanatisés d'un despotisme oriental d'inspiration religieuse. Mais l'histoire est ce que nous en faisons ensemble et l'avenir nous appartient en tant que citoyens de pays libres. J'espère donc avoir bien fait en titrant mon propos ici comme s'il y avait danger alors que je voudrais vous rassurer : si, comme je le souhaite, le Maroc se démocratise, *¡sí hay moros en la costa !* sera compris non seulement comme un simple constat de réalité mais, mieux, comme une bonne nouvelle.